

Publié le 11 mars 2016

En Syrie, la France tient sa place

Voilà près de trois semaines que Washington et Moscou ont négocié un cessez-le-feu en Syrie. Accord fragile – le premier depuis le début de la crise – auquel souscrivent les forces en présence hormis Daech et Jabat al-Nusra, la branche syrienne d’Al Qaida. Accord inespéré tant la confusion du jeu des acteurs qui s’ajoute à la violence des combats installe le pays dans le chaos.

Les perspectives enthousiastes des “Printemps arabes” sont bien loin. Retour sur images : dans la suite des événements de Tunis et du Caire de janvier et février 2011, le gouvernement de Damas devient la cible de manifestations pacifiques d’une partie de la population. Un mois de guérilla urbaine dans les principales agglomérations du pays et la réaction brutale des autorités locales de Deraa, ville sunnite à la frontière de la Jordanie, vont cristalliser l’opposition au régime malgré les décisions de Bachar el-Assad mi-avril de lever l’état d’urgence et de supprimer la Cour de sûreté de l’État. A l’été 2011, l’Armée Syrienne Libre – première organisation rebelle d’envergure, sous influence saoudienne – revendique plusieurs milliers de soldats, la plupart déserteurs de l’armée régulière. L’incapacité du pouvoir à reprendre l’ascendant dès les premiers mois de l’insurrection va amener – avec le soutien de puissances occidentales, dont la France – l’émergence de nouveaux groupes d’opposition et l’internationalisation de la crise qui devient *de facto* un conflit par procuration entre les capitales régionales, en premier lieu Riyad, Téhéran et Ankara.

A l’été 2012, la crise bascule dans une nouvelle phase : l’État islamique en Irak – apparu six ans auparavant dans les provinces sunnites du Nord de l’Irak, réduit à la situation d’État-croupion à l’issue de la deuxième guerre du Golfe de 2003 – afflue en Syrie pour se transformer en avril 2013 en “État islamique en Irak et au Levant” tristement connu sous l’acronyme arabe de Daech. On en parle peu sur le moment, l’attention générale étant focalisée sur l’attaque chimique dans la région de la Ghouta dont la condamnation quasi unanime par la Communauté internationale amène Damas à se défaire de son arsenal sous la supervision de l’Organisation d’Interdiction des Armes Chimiques (OIAC).

Les années qui passent ne sont alors pour les populations syriennes qu’une longue descente aux enfers, multipliant dévastations et pertes civiles (cf le dernier rapport de la commission d’enquête de l’UNHCR en date du 22 février 2016), dont les effets collatéraux chez les voisins s’expriment par des flux massifs de réfugiés et l’exportation d’un activisme terroriste. On retrouve ce qu’en géopolitique certains nomment – avec un goût prononcé de la litote – les risques de la faiblesse : «Que des États se révèlent incapables d’exercer leurs responsabilités régaliennes, et ce sont les bases mêmes de l’ordre international sur lequel nous fondons notre propre sécurité qui sont menacées. Les risques et les menaces auxquels ils ne savent pas faire face sur leur territoire peuvent rapidement déborder et affecter notre propre sécurité. Même si nous renforçons la protection de nos

frontières, aucune n'est parfaitement étanche, en particulier dans un monde globalisé caractérisé par des flux constants de personnes, de marchandises et d'informations» (ref. *Livre blanc Défense et Sécurité nationale* – 2013).

Très active dès le début des événements en Syrie sur les plans diplomatique et humanitaire, la France refuse dans un premier temps de s'y engager militairement de crainte que Damas n'en tire trop d'avantages. Ce choix n'est remis en cause qu'en septembre 2015, lorsque Paris prend conscience qu'il s'agit là du lieu de formation des djihadistes qui vont planifier et conduire les attentats sur notre territoire. Quantitativement, notre action est limitée

lorsqu'on la compare à celle des États-Unis, leader d'une coalition anti-Daech d'une soixantaine d'alliés associant puissances occidentales et monarchies du Golfe. Mais qualitativement, nous sommes les seuls avec les Américains à mettre en œuvre toute la palette des capacités militaires adaptées à la lutte contre Daech : conseillers techniques au sol, avions de renseignement électronique, de reconnaissance et de ravitaillement, avions-bombardiers porteurs d'armes de précision et même, jusqu'à ces jours-ci, le porte-avions *Charles-de-Gaulle* à la tête de la Task Force 50, cette force navale déployée il y a quinze ans par Washington dans le Golfe arabo-persique à la suite des attentats du World Trade Center et toujours placée jusqu'à présent sous commandement américain.

Aujourd'hui, Daech perd du terrain, en Irak comme en Syrie, sous la pression des multiples combattants : Kurdes des Unités de protection du peuple, forces de sécurité irakiennes et opposition syrienne appuyées par la coalition sous *lead US*, forces loyalistes syriennes soutenues par la Russie... L'engagement déterminé de Moscou, notamment le concours apporté ces dernières semaines à l'armée de Bachar el-Assad dans les combats autour d'Alep, marque un tournant majeur : le pouvoir syrien, que l'on pouvait croire aux abois, voit s'éloigner le scénario de son éviction, au moins sur le court terme. Déjà, avec le démantèlement de l'arsenal chimique syrien en 2013, Vladimir Poutine revenait au premier plan des arbitres de la crise, en décrédibilisant les velléités occidentales de punir Damas. Il semble bien que Washington privilégie désormais un dialogue bilatéral avec un partenaire russe qui évoque la solution fédérale déjà abordée par Bachar el-Assad l'automne dernier.

Autant dire qu'il n'y a plus beaucoup d'espace de manœuvre pour la diplomatie des autres parties, dont celle de la France, sauf à prendre le risque de détruire la trêve fragile dont bénéficient les Syriens les plus démunis. Toutefois, cette prépondérance russo-américaine est peut-être un moindre mal. Car une nouvelle crise apparaît avec

l'arrivée de plusieurs milliers de combattants de Daech en Libye, dans les villes de Syrte, de Benghazi et même à Sabratha à la frontière tunisienne. Comme en Syrie ou en Irak, Daech profite du chaos qui règne dans le pays depuis la chute de Kadhafi mi-2011 pour s'y installer fermement, si

Les risques auxquels les États ne savent pas faire face sur leur territoire affectent notre propre sécurité

L'engagement déterminé de Moscou éloigne à court terme du pouvoir syrien le scénario de son éviction

possible en contrôlant des puits d'hydrocarbure, sources de subsides. Comme au Levant, l'organisation terroriste pourrait y fonder un simulacre d'État autonome, mais cette fois-ci au voisinage de l'Égypte et de la Tunisie convalescentes, au nord de la bande sahélo-saharienne où la France est en première ligne pour aider les pays du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) à éradiquer les groupes armés terroristes qui y sévissent.

A moins de 500 kilomètres de l'Europe méditerranéenne ! Nos ressources diplomatiques, économiques, militaires sont vraiment comptées : c'est là qu'il nous faut maintenant développer nos efforts.

Emmanuel Beaupré

Retrouvez cet article sur notre [site](#)